

SITUATION ÉCONOMIQUE,

DEPUIS LA RÉPUBLIQUE.

Nous disions, il y a peu de jours, que la République n'avait été que le coup de vent qui a fait tomber les feuilles mortes. Pour quiconque a un peu de mémoire et de bon sens, il est facile de reconnaître que le malaise économique qui nous ronge avait des causes antérieures à la révolution de Février, et que cet événement n'a fait que découvrir des plaies que l'on cachait sous les oripeaux du luxe et avec les abus du crédit. Mais déjà le mal perçait à travers tous ces expédients ; nous n'avons pas besoin de rappeler les scandaleuses faillites qui, depuis dix ans, éclatent périodiquement non seulement dans les régions les plus hasardeuses du commerce, mais encore dans les lieux où un renom antique de prudence et de probité avait offert jusque là un asile sûr aux capitaux. Nous avons vu ces écroulements fréquents et inattendus de fortunes réputées colossales, édifices construits avec les épargnes de contrées entières, et dont la chute a été une ruine universelle. Nous avons vu ces mots de faillite et de banqueroute accolés à des situations sociales pour lesquelles ils semblaient ne jamais devoir être faits. Et ceci n'est point arrivé deux ou trois fois par hasard, comme des exceptions, comme des cas extraordinaires et monstrueux ; c'est presque une chose commune, et la caisse du receveur des deniers publics, ou du notaire administrateur de la fortune des familles, n'a pas été plus à l'abri des chances que celle du banquier qui agiote, et du spéculateur qui joue. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la gêne, lorsque ce n'est pas la ruine, est partout, gêne qui se déguise par

mille efforts, empruntant les dehors de la prospérité, se gonflant pour simuler l'embompoint ; prospérité menteuse, qui a donné une fausse idée de la richesse publique en France. Mais comme on s'agitait de toutes parts pour réparer sa détresse, ou pour en dérober l'aspect, comme les affaires se multipliaient, comme on spéculait sur la terre et sur ses produits, et sur toutes les branches de la fortune publique et privée, les impôts rendaient, les rentes montaient, la Bourse, la seule industrie qui fût réellement prospère, se glorifiait, et le gouvernement, venant apporter ses statistiques erronées, ses budgets croissants et ses fonds haussants, prétendait y trouver des preuves des progrès de la richesse nationale. On a vu combien cette richesse était, au contraire, en décadence, lors de la crise des blés, en 1846. Une seule insuffisance de récolte n'aurait certes pas produit des effets aussi désastreux, si le capital social n'avait été déjà gravement altéré.

Les causes de cette altération, antérieures à la révolution de Février, et parmi lesquelles cette révolution n'a été qu'une dernière crise, ont besoin d'être soigneusement observées ; car trop de personnes s'imaginent qu'il ne s'agit que de se replacer en arrière ; elles ne s'aperçoivent pas que, rentrer dans les anciennes voies, non seulement ce n'est pas remédier au mal accompli, mais que c'est, au contraire, se remettre sous le joug des causes qui ont produit ce mal, et préparer de nouveaux désastres.

Une considération, toute naturelle, toute légitime, s'attache à la possession des richesses ; car les richesses ne s'acquièrent ni ne se conservent point sans certaines qualités. Même héréditaires, elles témoignent de la transmission de ces qualités dans les familles, par le sang ou par l'éducation, et, à ce prix, elles ont un double reflet. Sous un autre rapport, elles sont la source directe de cette influence personnelle, qui consiste à pouvoir payer des services, et, suivant le langage populaire, à *faire travailler*. Cette influence, ce patronage, ce rayonnement nécessaire de la richesse, l'esprit de la démocratie ne les repousse pas ; au contraire, il condamne comme injuste et odieux le bas sentiment de jalousie et d'envie qui veut soulever le pauvre contre le riche, et qui est tout l'opposé du sentiment de l'égalité. Celui qui a l'égalité dans le cœur ne se croit pas abaissé, parce qu'il y a, dans la société, des gens plus riches que lui ; au contraire, celui qui se sent humilié d'être pauvre serait gonflé de suffisance, s'il possédait les avantages contre lesquels s'exhale son fiel. L'envie et l'orgueil sont entés sur la même branche de l'âme.

Mais il ne faut pas que la loi vienne encore exalter les avantages

naturels et légitimes de la richesse, en les corroborant par des avantages politiques ; car elle crée alors un ordre de dominateurs : et, si l'on prétend repousser cette objection, en répondant que la richesse n'est point une caste séparée et fermée, mais qu'elle est, au contraire, ouverte et accessible à tous, on aura fait une réponse que le bon sens public n'admettra pas, puisqu'il est impossible, en fait, que la richesse ne soit pas le lot du petit nombre, et que le grand nombre n'en soit pas exclus. Mais lorsque, dans une nation, il y a une classe dominante, qu'elle se compose de nobles, ou qu'elle se compose de riches, tout le monde veut en être, tout le monde s'efforce d'y entrer. De là, quand le privilège est fondé sur la richesse, l'avidité et le luxe, l'avidité, pour devenir riche, le luxe, pour le paraître.

On contestera peut-être le principe que nous assignons aux deux fléaux qui dévorent notre société, en corrompant nos mœurs ; à coup sûr, on ne niera pas ces deux fléaux. Depuis qu'une voix, partie d'en haut, a prononcé ces mots funestes : *Enrichissez-vous*, tous se sont précipités dans la lice indiquée comme le but de l'activité individuelle. Chacun a pris hâte, chacun a voulu arriver avant les autres. Mais nous parlons ici de décadence dans la prospérité matérielle du pays. Comment donc accorder un tel résultat avec cette course générale vers la fortune ? Comment tant d'efforts pour acquérir la richesse enfantent-ils la misère ? Non, il n'y a point ici de contradiction. La richesse qui naît du travail moral, est un édifice lent à construire, œuvre de patience et de prévoyance. Elle a des progrès parallèles à ceux de la richesse publique, car les éléments dont elle se compose sont ceux qu'une activité sage et bien réglée ajoute à la masse des réserves sociales, création qui n'est formée au préjudice de personne, et qui, au contraire, sert à tous. Mais la richesse qui se poursuit par les passions avides et impatientes de jouir, celle-là, qui n'attend pas les tardives superpositions que le travail créateur opère, non seulement n'ajoute rien au fond social, mais encore elle ne se forme qu'en détruisant autour d'elle. Elle n'est que le produit d'un jeu, où il n'y a point de gagnant sans perdant. De là, cet antagonisme général, où chacun ne veut acquérir qu'aux dépens des autres ; de là, cette concurrence sottise et désastreuse, d'où il ne sort, de tous côtés, que des ruines, où le grand succès est d'être un peu moins ruiné que ses adversaires, afin de leur survivre, où le grand mérite est d'avoir ce qu'on appelle *les reins forts*, c'est-à-dire plus de capital à perdre, afin qu'il nous en reste, quand celui des concurrents est consommé ; de là, ces fabrications à vil prix, et ces ventes au-dessous du revient ; de là, les fraudes et les

sophistications qui déshonorent les manufactures et le commerce ; de là, ces entreprises hasardeuses, où l'on met sa destinée sur un coup de dés, comme un joueur au désespoir ; de là, ces productions désordonnées qui encombrant les voies de la consommation ; de là, cet esprit de spéculation qui s'empare de tous et qui vient de ce que le propriétaire ne se contente plus du produit de sa terre, le fonctionnaire public de sa solde, les professions libérales de leurs honoraires, esprit qui les précipite tous dans ce que l'argot de la Bourse appelle les affaires, et qui pousse les dépositaires des deniers publics et ceux des épargnes des familles à considérer ces dépôts sacrés et inviolables, comme des capitaux qu'ils peuvent exposer à leur profit sur ce tapis vert, où quelques-uns recueillent des fortunes scandaleuses, et le plus grand nombre des désastres.

Nous avons parlé du luxe, non, certes, que nous blâmions l'usage légitime et naturel de la richesse. Est-il avantageux que le riche épargne ? Vaut-il mieux qu'il consomme ? Eh ! mon Dieu, dans une certaine mesure, la société gagne à ces deux choses. Si le riche épargne, il crée un capital, et tout capital sollicite le travail. Si le riche consomme, il sollicite le travail d'une autre façon, en provoquant la production. Après tout, une société industrielle et riche ne sera jamais une société d'anachorètes ; l'essentiel est que les mœurs guident l'usage des richesses dans les voies d'une consommation élégante et morale à la fois, favorable aux arts, et éclairée par le bon goût. Mais le luxe que nous signalons comme un vice, c'est celui qui détruit les capitaux par cette envie de briller et de paraître riche, celui qui dissimule la gêne sous la dépense. Toute fortune qui se détruit se résout en une perte pour la société.

Et maintenant, demandez pourquoi la propriété territoriale s'absorbe sous l'hypothèque, pourquoi les professions libérales ne suffisent plus, par leurs produits légitimes, à ceux qui s'y adonnent, pourquoi l'apparence du bien-être cache si souvent une misère réelle, pourquoi il y a presque, au sein de chaque famille, une plaie secrète qui ne paraît que lorsqu'elle a atteint le visage, et qu'il n'y a plus moyen de l'enfourer sous la couverture du luxe ! C'est que le budget du plus grand nombre des ménages est comme celui d'un état mal réglé, où l'on ne peut équilibrer la dépense avec la recette.

L'avidité et le luxe sont les deux racines du mal économique ; et, toutes deux réunies, elles ont enfanté un troisième fléau, l'agiotage ; car, dès l'instant que l'on ne s'est plus contenté des progrès lents et successifs qu'enfante le travail, dès l'instant aussi où le désir de briller

et de paraître a élevé les besoins au-dessus des produits légitimes d'un travail régulier, il a fallu chercher des ressources plus promptes, provoquant plus d'espérances, et, par compensation, plus de périls. L'agiotage détourne l'activité au préjudice de la bonne industrie ; il lui enlève des capitaux nécessaires, car il n'y a point de jeu sans enjeu ; et, avec ces capitaux, il ne produit rien. Tout bénéfice résultant de l'agiotage n'est qu'un déplacement de la richesse, bien plus, une destruction de la richesse. Jamais le jeu fictif sur les denrées ou marchandises n'a fait remuer ni vendre un hectolitre d'alcool, ou une tonne d'huile, ou un sac de blé. Toutes ces opérations, lors même qu'elles se forment sous le nom d'une denrée utile, ne remuent en réalité que du papier ; tout ce mouvement par milliards, sur les chemins de fer, qui devait couvrir la France d'un réseau complet, n'en a exécuté, après tant de fracas, que quelques centaines de lieues, à des conditions exorbitantes pour l'Etat, et partout ailleurs, les compagnies ont été contraintes de déclarer leur impuissance.

Nous venons de peindre d'une manière bien faible et bien insuffisante le mal économique qui dévorait la société française, à l'apparition de la République. Cette grande secousse n'a abattu que ce qui était déjà gravement vicié, et les véritables richesses économiques de la France sont restées intactes. La République ne nous a point enlevé notre sol fécondé par les travaux de vingt siècles. Notre appareil de grandes voies de communication, nos routes, nos canaux, nos fleuves endigués, nos chemins de fer ont une valeur réelle, qui ne dépend pas des cotes variables de la Bourse ; il nous reste nos fabriques, notre organisation industrielle, notre population industrielle, nos traditions, notre science, nos épargnes. De capitaux, il n'a disparu que ceux qui n'existaient que facticement. La France a donc encore tous les éléments de sa prospérité, et tous les moyens de les mettre en œuvre. Qui donc y ferait obstacle ? La liberté politique n'est pour un peuple que ce que le droit de disposer de soi-même est pour un individu, c'est-à-dire la faculté de diriger ses actes, suivant les lumières de sa raison, et de pourvoir à ses intérêts légitimes, suivant son libre arbitre. Or, une telle position est la condition de tout perfectionnement dans les voies matérielles, aussi bien que dans les voies morales.

L'avènement de la République a été suivi de désordres ; il n'en pouvait être autrement. L'édifice monarchique, tout vermoulu et ébranlé qu'il était, n'a pu s'écrouler, sans soulever un amas de poussière. Nous avons eu les troubles de la rue ; nous avons eu l'égarément des utopies qui ont prétendu enchaîner violemment la société à

leurs problèmes mal étudiés et mal résolus. Nous avons eu la chute bruyante des industries appuyées sur l'agiotage et déjà ruinées ; nous avons eu, par suite, la chute des vieilles organisations de crédit. Nous avons eu l'explosion des préjugés et des passions du pauvre souffrant, et la haine soufflée, dans les ateliers, contre les patrons, malheureux autant que les salariés qui les accusaient ; nous avons eu, enfin, tous les effets inévitables d'une transition brusque et violente.

Mais aujourd'hui, les ruines sont déblayées ; les flots de poussière ne sont plus soulevés ; la République est devenue un gouvernement constitué régulièrement, et qui ne demande qu'à fonctionner suivant les principes qui lui sont inhérents. Les partis, confiants dans le suffrage universel, ont renoncé au champ de bataille des rues. Les utopies se sont retirées dans celui de la discussion. Les industries vivaces et bien constituées se sont étendues sur le terrain qui leur a été abandonné par celles qui vivaient des abus du crédit. Le travail renaît de toutes parts, provoqué par les besoins de la consommation. La confiance se hasarde d'une façon encore timide ; mais les capitaux, de jour en jour, s'enhardissent ; car, non moins que le travail, ils redoutent le chômage. Le crédit est tout volontaire, et se refuse à la contrainte ; mais, sur la base même de la liberté, naîtront des institutions pour suppléer à l'insuffisance des organisations anciennes, et mobiliser les capitaux au service de l'agriculture et de l'industrie. Le sentiment de la solidarité d'intérêts et de l'unité de fonctions s'établit entre le patron et l'ouvrier. Enfin, dépouillé des idées de violence, le Socialisme ne sera plus qu'une aspiration sans dangers, que le peuple contiendra dans les limites du praticable, et qui avertira les gouvernants que leur mission est de réaliser ce praticable, aussitôt qu'il se révèle.

Nous voyons bien où est le port ; mais nous concevons les timidités, les hésitations, les retours en arrière qui nous empêchent d'y entrer à pleines voiles. L'œuvre du temps s'opère, il faut qu'elle s'achève. Nous sommes sous l'empire de l'inconnu ; ce n'est pas en un jour que nous nous y serons habitués, et que nous marcherons avec confiance sur ce terrain nouveau. Ne nous étonnons donc pas qu'au moindre bruit, le mouvement d'amélioration s'arrête. Comment en serait-il autrement, sous les clameurs de ces épouvanteurs systématiques qui sèment de sinistres présages, comme des instruments de leurs passions politiques, afin d'ameuter la foule des trembleurs contre l'institution républicaine ?

Ils crient à l'instabilité, et, dans leurs jours de sincérité, ils con-

viennent que la République est ce qui divise le moins la France, par conséquent, ce qu'il y a de plus certain et de plus solide. La République est, en effet, la stabilité même auprès des partis monarchiques qui se liguent contre elle, unis par la haine et séparés par tout le reste, en sorte que chacun d'eux est encore plus éloigné des deux autres que de cette République, qu'ils combattent ensemble, et que, pour prix de leur victoire, ils ne nous présentent qu'une guerre civile entr'eux. Ils disent que la forme républicaine est, par son essence, le régime de la mobilité, sous le souffle des caprices et des passions populaires ! Eh bien ! c'est un préjugé contre lequel il faut en appeler à l'histoire, qui nous montre que les gouvernements républicains sont ceux qui ont eu le plus de suite dans leur politique et dans leurs idées. Cela se conçoit : le gouvernement républicain est le serviteur des intérêts d'un peuple ; or, à comparer le caractère, les idées, les intérêts d'un peuple, dont la vie est presque une éternité, avec ceux d'un roi, dont la vie est une vie humaine, évidemment la fixité et l'invariabilité sont pour le peuple, la mobilité et l'instabilité sont pour le roi.

Laissons donc ces fausses idées que la prospérité économique et industrielle ne peut se trouver au sein des républiques. Cette erreur est démentie par toute l'Europe, qui témoigne que c'est précisément et exclusivement chez les peuples libres que ces éléments de progrès se sont développés ; elle l'est, de nos jours, par cette jeune Amérique du Nord, dont la croissance en population, en richesse, en puissance, est si miraculeuse. Notre France a presque doublé, depuis soixante ans qu'elle a rompu avec ce passé qu'on regrette si amèrement. Elle ne s'est arrêtée, elle n'a rétrogradé que lorsque les gouvernements aveugles ou personnels ont refusé à ses poumons l'air vivifiant de la liberté. Mais ses destinées ne sont point achevées. Elles acquerront une nouvelle impulsion, sous cette Constitution républicaine qui, jadis inaugurée au sein des orages, des luttes acharnées et sanglantes des partis et de la guerre étrangère, nous revient après bien des vicissitudes, comme la forme la seule possible, la forme définitive sous laquelle doit marcher et agir la société française. C'est là qu'est notre repos ; c'est là que la volonté de Dieu nous attache, afin qu'assis sur cette base, nous puissions acquérir et la grandeur matérielle et la grandeur morale nécessaires à la nation qui doit toujours être à la tête de la civilisation du monde.

MIR.